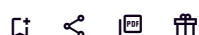


Une majorité de salariés considère que le dialogue social existe dans leur entreprise mais qu'il n'est pas efficace

 Publié hier à 16h48

► Diffusé sur [Emploi](#), [Ressources humaines](#)

 5 minutes de lecture  Dépêche n°758689



Par [Jérôme Lepeyre](#)

"Il faut se pencher sur le sujet de l'efficacité du dialogue social", estime la secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon. "Là où il faut peut-être agir, c'est sur l'information et la pédagogie" autour du dialogue social, ajoute Frédéric Souillot, secrétaire général de FO. Les deux leaders syndicaux étaient invités par l'association, Dialogues, jeudi 15 octobre 2026, pour réagir à la sixième vague du baromètre du dialogue social. Il en ressort notamment que 51 % des salariés interrogés estiment que le dialogue social existe dans leur entreprise mais qu'il n'est pas efficace.



Marylise Léon (CFDT), Frédéric Souillot (FO) et Sophie Thierry (Dialogues), jeudi 15 octobre 2026. | *Crédit image : jl*

"Quand on demande aux salariés quels sont les moyens d'exercer de l'influence sur les décisions qui comptent sur leur environnement de travail, les deux premières réponses sont 'se fédérer avec les collègues' [à 42 %] et 'discuter individuellement avec la hiérarchie immédiate' [39 %]. Se syndiquer, c'est 20 % [des réponses]", souligne Sophie Thierry, directrice générale de Dialogues, jeudi 15 octobre 2026, à l'occasion de la présentation de la dernière vague du baromètre du dialogue social, établi avec le politologue Martial Foucault et Ipsos.

"Que du positif à voir cette envie de se fédérer"

"Il ne peut y avoir que du positif à voir des salariés qui ont envie de se fédérer et de faire collectif", réagit Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT. Mais, "s'ils décident de le faire en dehors d'une organisation syndicale, c'est à moi que cela pose une question. S'ils décident de s'organiser différemment, en dehors ou à côté, c'est que nous ne répondons pas forcément à leurs aspirations", constate-t-elle. "Nous avons eu ce débat dans notre organisation, il y a quelques années. Comment travailler en tant qu'organisation syndicale avec des collectifs de salariés ? L'idée est de ne pas les regarder avec défiance, de voir ce qu'ils peuvent nous apporter" et réciproquement, ajoute la secrétaire générale, insistant sur une possible "complémentarité" entre syndicats et collectifs. "Ça doit inspirer nos pratiques syndicales et ça doit nous faire évoluer", indique-t-elle.

"On n'a jamais eu 100 % de syndiqués dans les entreprises, mais auparavant, on avait plus de délégués du personnel et de représentants de proximité sur le terrain. Le pari des ordonnances travail a été perdu pour tout le monde avec un fonctionnement plus vertical. Et se fédérer seul dans son coin, à terme, c'est la 'gilet-jaunisation' de la société, y compris de la société du travail", avertit Frédéric Souillot.

Fragilité du cadre de la négociation

Quand ils sont interrogés sur les raisons de l'absence ou du manque d'efficacité du dialogue social, les salariés mettent notamment en avant des problèmes de méthode et d'organisation de ce dernier. "La CFDT porte toujours ses onze propositions d'évolution du cadre du dialogue social en entreprise. Ce cadre a été défini par les ordonnances de 2017 et a fait l'objet d'une évaluation par un comité de suivi qui a démontré que le pari avait été perdu parce qu'on avait perdu en qualité du dialogue social. Certains ont cru qu'en supprimant le comité, les conclusions allaient disparaître, mais non, il y a besoin de remettre en place un dialogue social de proximité et des moyens pour mieux traiter les questions de conditions de travail", réaffirme Marylise Léon.

"L'évolution du cadre a pu déstabiliser les acteurs, mais cette déstabilisation est peut-être due au fait qu'il y a aussi du dialogue social de façade. Dans beaucoup d'entreprises, on a encore malheureusement une vision du dialogue social comme obligation de mise en conformité réglementaire. Tant que le dialogue social se limitera à cette approche, on passera à côté", poursuit la secrétaire générale de la CFDT. Ceci étant, "bien sûr que l'on négocie en France", souligne Frédéric Souillot. "Il y a plus de 80 000 accords signés dans les entreprises chaque année, plus de 1 000 dans les branches et, selon les années, une dizaine d'accords nationaux interprofessionnels", rappelle-t-il.

Être plus pédagogue

"Ce qui peut sembler paradoxal, c'est d'avoir une confiance des salariés dans le collectif et de considérer que le dialogue social est utile mais considérer quand même, que c'est inefficace", poursuit Marylise Léon, faisant référence à un des éléments marquants de ce baromètre. Interrogés sur leur perception du dialogue social au sein de leur entreprise, les sondés répondent en effet à 51 % que ce dialogue social existe mais qu'il n'est pas efficace. Si, entre 2018 et 2026, la part des sondés indiquant que le dialogue social n'existe pas dans leur entreprise passe 30 à 16 % et celle de ceux qui jugent qu'il existe et qu'il est efficace passe de 21 % à 33 %, ils sont donc toujours autour de un sur deux à considérer qu'il est inefficace.

"Il faut se pencher sur ce sujet de l'efficacité du dialogue social", estime la secrétaire générale de la CFDT. "Là où il faut peut-être agir, c'est sur l'information et la pédagogie", abonde Frédéric Souillot. "Tous les jours, les salariés et les employeurs, d'où qu'ils viennent, bénéficient de notre protection sociale collective que nous gérons paritairement. Peut-être n'expliquons-nous pas assez, mais nous allons le faire !", ajoute le secrétaire général de FO. "C'est un sujet que les organisations syndicales ont depuis longtemps : expliquer concrètement aux salariés ce qu'elles font et ce qu'elles obtiennent", reprend Marylise Léon. "Avant quand on signait un accord national interprofessionnel, on faisait une conférence de presse entre signataires pour expliquer ce qui a été signé. Maintenant, les uns et les autres signent et font chacun leur propre communication", regrette aujourd'hui Frédéric Souillot.

Ouverture des travaux de l'agenda social autonome

"Il y a quelques années, nous avons signé un accord national interprofessionnel qui dit que nous allons reprendre un agenda social autonome pour éviter des lettres de cadrage de l'exécutif", rappelle le secrétaire général de Force ouvrière. Après de longs mois de tergiversations, cet agenda social autonome pourrait enfin être ouvert. "Le premier thème que nous ouvrons [le 4 novembre prochain], c'est l'emploi des jeunes. Comment faisons-nous pour avoir le plus bas taux d'emploi de la jeunesse de tout l'OCDE ?", interroge Frédéric Souillot. Et "comment nous donnons-nous des perspectives ? Nous voulons parler de modèles productifs à l'échéance de quatre quinquennats", ajoute-t-il. "Et il y a un sujet qui nous tient particulièrement à cœur, nous organisations syndicales, c'est la valorisation des parcours syndicaux. Pour ceux qui ont suivi les épisodes précédents, ce n'est pas la première fois qu'on l'a l'agenda. Nous sommes persévérants et nous avons bien l'intention d'ouvrir aussi cette discussion", complète Marylise Léon.

Interrogé sur le 120e anniversaire de la Charte d'Amiens actant l'indépendance du mouvement syndical à l'égard du mouvement politique, Frédéric Souillot rappelle que "la création de FO en 1947 a été pour arrêter d'être la courroie de transmission du parti communiste". Donc, cette Charte constitue le "squelette" de l'organisation. "L'indépendance doit rester une boussole absolue", considère Marylise Léon. "C'est la reconnaissance, en tout cas pour la CFDT, que la démocratie sociale n'a pas forcément à attendre que la démocratie politique prenne le relais. Et on a connu quand même pas mal d'époques où la démocratie politique a eu plutôt tendance à considérer que la démocratie sociale devait être juste une courroie de transmission. C'est pour ça que l'indépendance, est une conquête que nous défendons ardemment", ajoute la secrétaire générale. Et, en réaction aux reproches énoncés par le président du Medef qui considère que la CFDT et la CGT empiètent sur le champ politique quand elles s'opposent à l'extrême droite, Marylise Léon défend l'idée que "c'est aussi le rôle d'une organisation syndicale" d'aller sur ce terrain-là.

Par [Jérôme Lepeytre](#)

Documents liés

 [Baromètre du dialogue social \(septembre 2026\)](#)

Diffusé par les fils d'info

Emploi

Ressources humaines

Rubriques associées

Emploi

Gestion des RH

Relations sociales

Entreprises

Négociation - Concertation

Partenaires sociaux

Pouvoirs publics

↗ La rédaction vous conseille



Le Medef invite les organisations syndicales et patronales à engager les premiers travaux de l'agenda social autonome

"Je vous propose d'organiser une première réunion portant sur l'emploi des jeunes courant octobre [...]. Dans la foulée, nous pourrions également nous accorder sur la date de lancement de la négociat..."



Le gouvernement présente à la CFDT ses attentes à l'égard du dialogue social

Adaptation aux changements climatiques, IA, arrêts de travail, formation ou encore retraites... Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, et le ministre du Travail et des Solidarités, Jean-Pierre Farandou, sou...



51e congrès de la CFDT : pouvoir d'achat, dialogue social, extrême droite et cotisations au centre des interventions

Il ne fait guère de doute que le rapport d'activité du mandat 2022-2026 sera largement adopté, mercredi 24 juin 2026. Durant les deux premiers jours du 51e congrès confédéral qui se tient à Bordeaux, nom...



"La priorité des priorités est de remettre en avant la protection sociale collective" (Frédéric Souillot, FO)

Reconduit à la tête de Force ouvrière, Frédéric Souillot intègre le paritarisme dans ses attributions de secrétaire général. "On a arrêté de communiquer sur ce qu'était notre protection sociale collectiv..."



Jean-Pierre Farandou aimerait transformer l'ancien ministère du Travail, rue de Grenelle, en "lieu de dialogue social"

"Cela aurait de l'allure si avec les organisations patronales et syndicales, on était capable [de] faire [de l'Hôtel du Châtelet] un lieu de dialogue social", déclare Jean-Pierre Farandou, mercredi 1...



Conférence TER : "le rapport des garants est un point d'arrivée, mais j'espère qu'il sera aussi un point de départ" (J.-P. Farandou)

"La question maintenant, c'est comment on avance ? J'ai exprimé très clairement que ma préférence est que les partenaires sociaux, dans le cadre du dialogue social autonome, travaillent sur des accor..."

↗ Les dépêches les plus lues sur le fil Emploi

1

Sébastien Lecornu veut aborder avec les organisations syndicales

2

Les temps forts de la semaine du 19 octobre 2026 pour le social

3

Une majorité de salariés considère que le dialogue social existe dans

"les conditions de la sécurité" des manifestations

Publiée le 19 octobre 2026
– 5 min.

**4**

La Commission européenne veut créer une "garantie de compétence" et mieux protéger les travailleurs

Publiée le 19 octobre 2026
– 4 min.



Publiée le 19 octobre 2026
– 3 min.



• [Revue de Presse](#)

Social : la revue de presse des samedi 17, dimanche 18 et lundi 19 octobre 2026

Publiée le 19 octobre 2026
– 6 min.

**leur entreprise mais qu'il n'est pas efficace**

Publiée le 19 octobre 2026
– 5 min.

**6**

• [JO/BO](#)
Social : aux journaux officiels des samedi 17 et dimanche 18 octobre 2026

Publiée le 19 octobre 2026
– 5 min.



AEF info s'engage à fournir une information rigoureuse, indépendante et sans publicité, au service des acteurs des grands secteurs publics et privés.

Un média du Groupe AEF

Nos rédactions

- Social
- Education, Sup-Recherche
- Habitat-Territoires
- Transition écologique
- Sécurité



AEF info — Tous droits réservés, 1998-2026 — Version 8edc4e9

Mentions légales

CGV

CLUF

Vos données

et vos droits

Gestion des cookies

AEF info

- S'abonner
- Qui sommes-nous ?
- Nous rejoindre
- Nous suivre
- Archives
- Plan du site

Besoin d'aide ?

- Centre d'aide
- Contact

☎ 01 83 97 46 50

Service clients
ouvert du lundi
au vendredi 9h-18h.